

Forte dynamique pour les candidats macronistes

Selon l'enquête électorale du Cevipof, réalisée par Ipsos-Sopra Steria, La République en marche est créditée de 31 % des intentions de vote au premier tour des législatives et d'une majorité écrasante en sièges

A l'approche du premier tour des élections législatives, la nouvelle vague de l'enquête électorale du centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos Sopra-Steria, est particulièrement instructive. Cette enquête est toujours réalisée sur le panel d'électeurs interrogés depuis novembre 2015 sur leurs choix électoraux et politiques. Du 27 au 30 mai, ce sont 14 958 personnes inscrites sur les listes électorales qui ont été interrogées par Internet, dont 8 778 certaines d'aller voter au premier tour des législatives et exprimant une intention de vote.

Mobilisation en baisse Comme c'est désormais la règle, la mobilisation est en baisse. A la veille du premier tour de la présidentielle, 82 % des Français se disaient intéressés par le scrutin à venir. Ils sont aujourd'hui 73 % (88 % chez les sympathisants d'En marche!). De même, l'indice de participation est nettement plus faible qu'à la présidentielle: 61 % des personnes interrogées ont l'intention d'aller voter le 11 juin, dont 75 % des sympathisants d'En marche!, 69 % de ceux du parti Les Républicains, 63 % de ceux du Front national, 62 % de ceux de La France insoumise et 45 % des électeurs qui ne se déclarent proches d'aucun parti. Pour rappel, le taux de participation au premier tour des législatives de 2012 était de 57 %.

En marche!, vent en poupe Les intentions de vote pour le premier tour sont marquées par des évolutions très significatives, si

Les socialistes sont menacés d'une déroute sans précédent

on les compare aux scores des principaux candidats du premier tour de la présidentielle. La dynamique provoquée par l'élection d'Emmanuel Macron est forte, sinon spectaculaire. Le 23 avril, le futur président avait recueilli 24 % des suffrages exprimés; les candidats qui se réclament de son mouvement rassemblent aujourd'hui 31 % des intentions de vote. En outre, alors que 64 % des Français assurent que leur choix est définitif, ils sont 71 % parmi les sympathisants d'En marche!

La droite résiste, le FN s'érode En termes d'intentions de vote, les candidats de la droite (Les Républicains et UDI) résistent bien: avec 22 %, ils recueillent 2 points de plus que François Fillon le 23 avril; mais 36 % déclarent pouvoir encore changer d'avis. Le Front national s'érode par rapport au résultat de Marine Le Pen le 23 avril: la présidente du FN avait recueilli 21,3 % des suffrages exprimés, les candidats frontistes n'attirent aujourd'hui que 18 % des intentions de vote (avec un taux de certitude du choix de 79 %). Compte tenu des conditions requises pour se maintenir au second tour des législatives (12,5 % des inscrits, soit quelque 20 % des exprimés si le taux d'abstention est de l'ordre de 40 %), le FN se situe donc à un niveau glo-

bal qui n'est guère encourageant; en dehors de ses places fortes, il risque dans bien des cas d'être écarté du second tour.

La gauche en berne La mécanique du second tour s'annonce aussi négative pour le mouvement de Jean-Luc Mélenchon, La France insoumise. Alors que ce dernier a recueilli 19,5 % des suffrages le 23 avril, ses candidats ne sont plus crédités que de 11,5 % des intentions de vote le 11 juin, tandis que ceux du Parti communiste recueillent 2 % des intentions de vote. Contrairement aux espoirs nourris par M. Mélenchon, ce net reflux depuis la présidentielle ne lui permettra guère de transformer son très bon score de la présidentielle en sièges de député.

Quant aux socialistes, si leurs candidats aux législatives sont crédités de 8,5 % des intentions de vote, soit 2 points de plus que Benoît Hamon le 23 avril, ils sont plus que jamais menacés, avec un soutien aussi faible, d'une déroute sans précédent. La gauche est en situation d'autant plus périlleuse que 37 % des électeurs déclarés de La France insoumise et 48 % de ceux des socialistes ne sont pas sûrs de leur choix et peuvent encore changer d'avis.

Vers un raz-de-marée pour En marche! La dynamique dont bénéficie le mouvement du président de la République est d'autant plus forte que ses candidats apparaissent comme le second choix des électeurs hésitants, de gauche comme de droite. Ainsi, 40 % des Français qui ont pour l'instant l'intention de voter pour Les Républi-

cains, se reporteraient finalement sur un candidat macroniste s'ils changeaient d'avis. C'est aussi le cas pour 32 % des sympathisants socialistes, de 19 % des écologistes et même de 14 % des électeurs de La France insoumise.

Beaucoup de mécanismes se conjuguent donc pour dessiner, le 18 juin, une victoire très large des candidats macronistes. Selon les projections réalisées par Ipsos, La République en marche et ses alliés centristes du MoDem (le parti de François Bayrou) pourraient obtenir entre 395 et 425 sièges et dominer totalement la future Assemblée nationale. Avec 95 à 115 sièges, Les Républicains et leurs alliés UDI perdraient une bonne moitié des sièges qu'ils détiennent actuellement. Le Front national d'un côté (de 5 à 15 sièges) et les gauches de l'autre (de 25 à 35 sièges pour les socialistes, de 10 à 20 pour La France insoumise), seraient réduits à la marginalité.

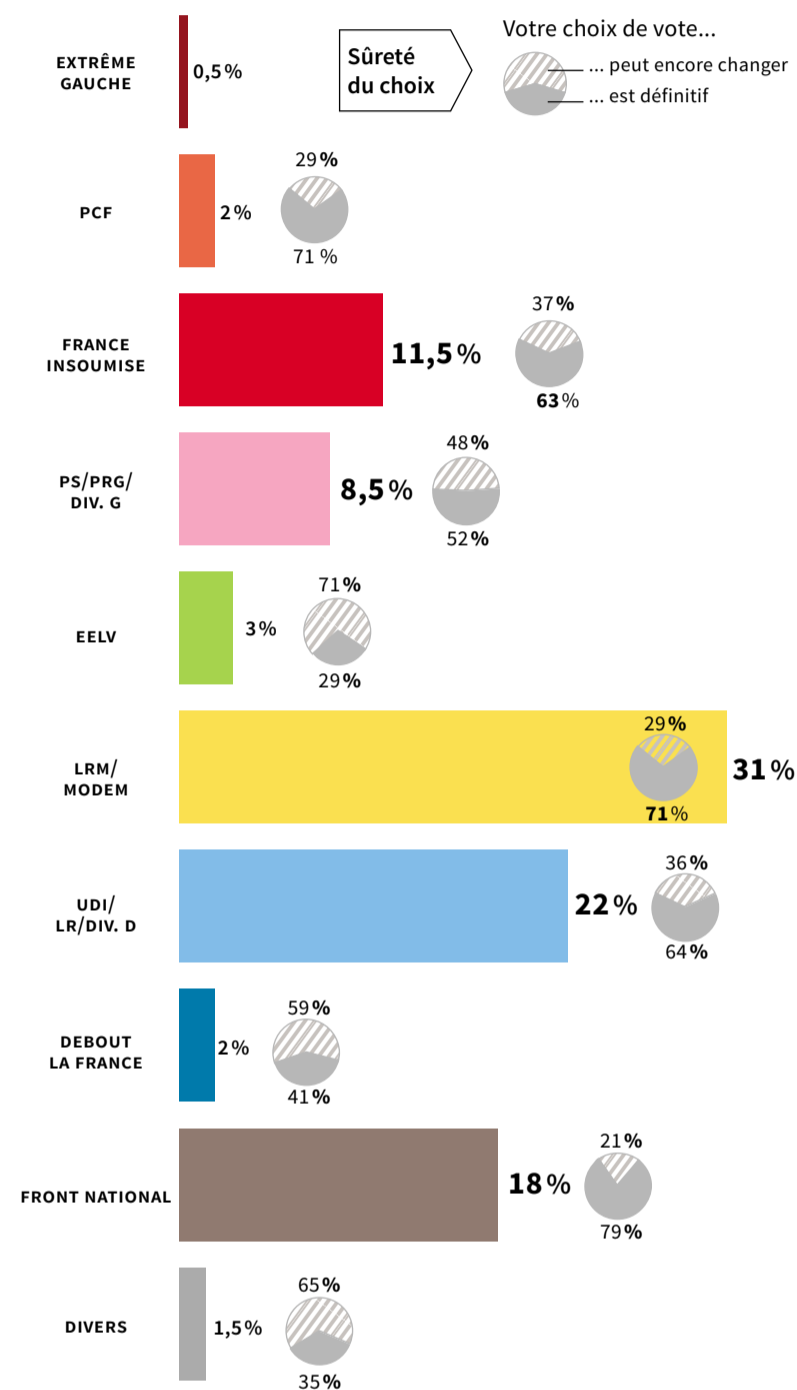
S'il obéit aux mécanismes amplificateurs du scrutin législatif à deux tours, un tel raz-de-marée ne correspond pas, pour autant, aux souhaits des Français. La moitié d'entre eux seulement jugent préférable que le chef de l'Etat dispose d'une majorité à l'Assemblée nationale pour mener sa politique. Et parmi eux, il ne s'en trouve que 37 % pour lui souhaiter une majorité absolue, les autres préférant qu'il ait besoin de l'appoint de la gauche ou de la droite. Le décalage entre le souhait équilibré des Français et une éventuelle victoire écrasante de La République en marche pourrait, à l'avenir, provoquer de sérieux malentendus. ■

GÉRARD COURTOIS

Les intentions de vote au premier tour

Si le premier tour des élections législatives avait lieu dimanche prochain, quel est le candidat* pour lequel il y aurait le plus de chance que vous votiez dans votre circonscription, au premier tour ?

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER ET EXPRIMANT UNE INTENTION DE VOTE**



* Pour chaque circonscription, la liste réelle des candidats en présence a été proposée
** 4 % des personnes certaines d'aller voter n'ont pas exprimé d'intention de vote

SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA ET LE MONDE INFOGRAPHIE LE MONDE

Manuel Valls en danger dans son fief de l'Essonne

La candidate de La France insoumise Farida Amrani ferait jeu égal avec l'ancien premier ministre au second tour des législatives

RÉCIT

Un ancien premier ministre? Mais quel ancien premier ministre? Manuel Valls, qui se trouve dans une position délicate pour conserver son mandat de député, mène campagne aux élections législatives en jouant la carte de l'élu local. Candidat dans la 1^{re} circonscription de l'Essonne, où il brigue un quatrième mandat, l'ancien maire d'Evry veut d'abord mettre en avant son implantation locale et ses réalisations à la tête de la ville de 2001 à 2012. L'objectif? Faire oublier son passage à Matignon, qui l'a rendu impopulaire aux yeux des Français. « Il a choisi de faire une campagne de proximité, en étant en immersion, au contact de la population », explique le socialiste Francis Chouat, son successeur à la mairie d'Evry.

Cette stratégie se décline dans le style de sa communication. Ou plutôt de sa non-communication: l'ex-candidat à la primaire refuse d'être suivi par les médias nationaux, qu'il fuit comme la peste. « Manuel Valls ne veut pas avoir de journalistes avec lui, sinon

cela fausse ses rapports avec les habitants », se justifie son équipe. A ce jour, il n'a accordé que deux entretiens à la presse locale.

Loin des caméras

Lui qui a tant joué la carte de la com' ces dernières années se montre désormais le plus discret possible. Il ne rend pas public son agenda de campagne. Aucune réunion publique n'est prévue. M. Valls se concentre sur des opérations de porte-à-porte et des réunions d'appartement. Loin des caméras. Toujours avec le souci de ne pas être ramené à son bilan national.

Peine perdue: dans son fief d'Evry, personne n'a oublié son action à Matignon, ni ses changements d'étiquette. Désireux d'aider le président Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale, l'ex-chef de gouvernement se présente sous la bannière « majorité présidentielle », après avoir rejeté l'investiture du PS, puis avoir échoué à obtenir celle de La République en marche (LRM).

A l'évocation de son nom, la majorité des habitants fustigent « une girouette », qui a « beaucoup

retourné sa veste », et a « trahi les valeurs de la gauche ». « Il a saboté Hamon à la présidentielle, aurait dû éviter le 49,3, et a mal géré les grèves contre la loi travail », se désole Ghislaine Foulquier, une quinquagenaire aux lunettes carrées, entre deux bouffées tirées sur sa cigarette électronique.

Seule une poignée d'habitants, qui n'a pas oublié son action pour Evry, se montre plus nuancée. A l'instar d'Abel Mouni, un conseiller bancaire de 30 ans à la carrière imposante, derrière ses lunettes de soleil et sa casquette vissée sur la tête: « Se raccrocher à Macron après lui avoir fait la guerre l'a décrédibilisé. Déjà qu'il n'avait pas un bon bilan à Matignon... Mais il faut dissocier son bilan national et local: ici, il a fait du bon boulot. La ville est tenue et se porte bien. »

Vingt et un candidats font face à Valls, dont Francis Lalanne et Dieudonné

En apparence, la route semble dégagée pour Manuel Valls: ni le PS ni LRM ne présentent d'adversaire face à lui. Mais sa situation reste périlleuse. Vingt et un candidats lui font face – dont le chanteur Francis Lalanne ou le polémiste Dieudonné, lequel cherche principalement à faire parler de lui.

« Front anti-Valls »

Au second tour, l'ancien premier ministre a toutes les chances de se retrouver face à la candidate de La France insoumise, Farida Amrani. Issue des rangs du Parti communiste, cette mère de famille de trois enfants espère tirer profit du rejet du député sortant pour le « déloger ». « Le 49,3 lui colle tellement à la peau que le 49,3 %, il va l'avoir au second tour! », sourit celle qui « incarne tout l'inverse de Valls », selon son suppléant, Ulysse Rabaté: « C'est une femme, issue de l'immigration, à l'engagement sincère. »

A 40 ans, celle qui s'est engagée en politique en 2014 compte créer la surprise en capitalisant sur le score canon (près de 30 %) de Jean-Luc Mélenchon dans la circonscription au premier tour de

la présidentielle, loin devant Emmanuel Macron (25 %) ou Benoît Hamon (7 %).

Scénario encore impensable il y a quelques mois, M^{me} Amrani, agente de la fonction publique territoriale, est désormais donnée au coude-à-coude avec l'ancien premier ministre au second tour. Tous deux sont crédités de 50 % des voix dans un sondage IFOP-Fiducial pour *Le Journal du dimanche* et Sud Radio, diffusé le 28 mai; aucun autre postulant ne serait en mesure de se maintenir.

Une configuration de tous les dangers pour le député sortant; il pourrait pâtir d'un « front anti-Valls », qui transformerait le scrutin en référendum pour ou contre lui... Ce risque a été bien identifié par son équipe. « Il n'y a pas le même effet d'entraînement mécanique que lors de l'élection de 2012 », admet M. Chouat. Pour contourner cet obstacle, Manuel Valls entend arriver nettement en tête au premier tour, afin de créer « un large rassemblement » susceptible de le faire réélire. Mais s'il reste favori, l'ex-premier ministre n'a plus aucune certitude. ■

ALEXANDRE LEMARIÉ

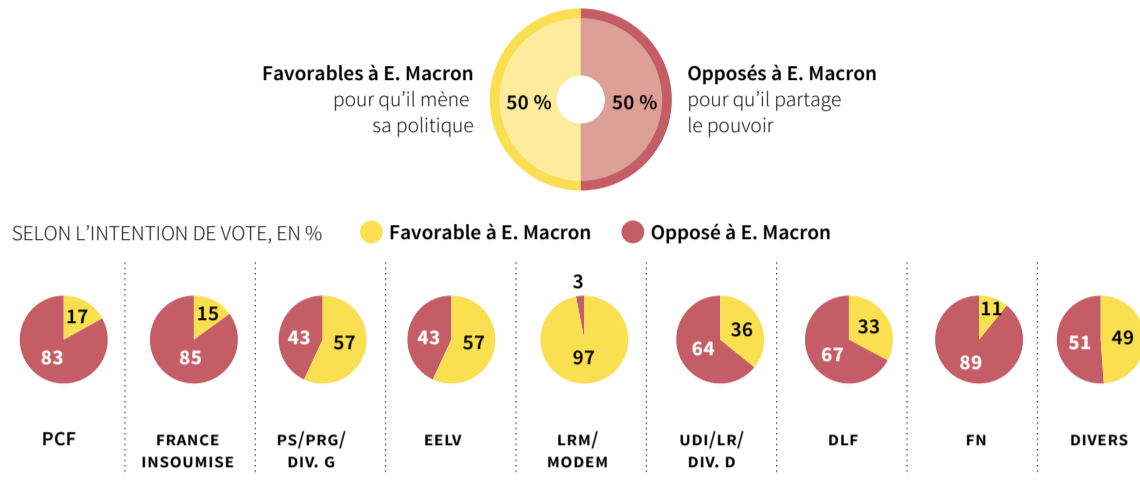
LES CANDIDATS

1^{re} circonscription de l'Essonne

Gautier Albignac (div.)
Farida Amrani (LFI)
Alban Bakary (div. d.)
Eric Berlingen (div. g.)
Jacques Borie (div. g.)
François Bouvard (div.)
Jean Camonin (ext. g.)
Saliou Diallo (div. g.)
Dieudonné (div.)
Nathalie Jolly (div. d.)
Sylvain Lacassagne (div.)
Stéphane Legruel (ext. g.)
Mohamed Lemgharraz (div.)
Fadhel Mahbouli (écol.)
Michel Nouaille (PCF)
Danielle Oger (FN)
Jean-Luc Raymond (div. d.)
François Risacher (ext. g.)
Jacqueline Sabattier (div. d.)
David Souillard (DLF)
Manuel Valls (div. g.)
Caroline Varin (LR)

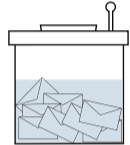
Le souhait pour la majorité de la future Assemblée

Après les élections législatives, est-il préférable qu'il y ait une majorité de députés ?

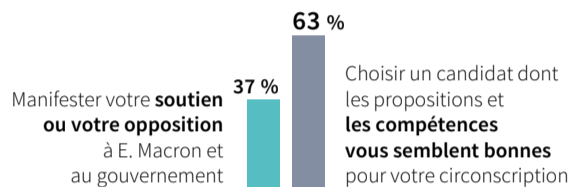


Indice de participation

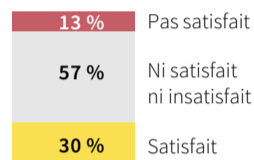
61%



Les motivations de vote



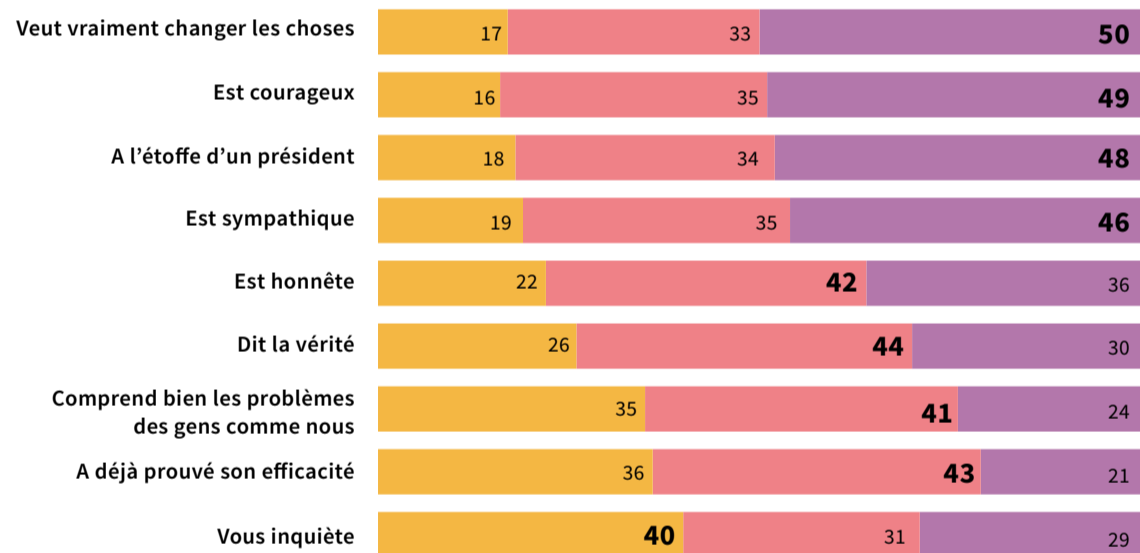
Satisfaction à l'égard d'Emmanuel Macron



L'image d'Emmanuel Macron

Les phrases suivantes s'appliquent-elles, ou pas, à Emmanuel Macron ? EN % DES RÉPONSES, NOTES MOYENNES DE 0 À 3

NOTES DE 0 À 3 Ne s'applique pas DE 4 À 6 S'applique moyennement DE 7 À 10 S'applique



Echantillon de 14 958 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 8 778 personnes certaines d'aller voter au premier tour des élections législatives et exprimant une intention de vote. Sondage effectué en ligne les 27 et 30 mai.

La délicate alchimie des projections de sièges

La multiplication des candidatures et le niveau de participation rendent le scrutin incertain

Emmanuel Macron et son premier ministre, Edouard Philippe, pourront-ils bénéficier d'une majorité absolue à l'Assemblée nationale ? La question semble déjà réglée par plusieurs instituts de sondages qui donnent à l'exécutif une majorité allant de 320 à 350 sièges pour Kantar-Sofres, de 395 à 425 sièges pour Ipsos et de 335 à 355 sièges pour OpinionWay. Quelle fiabilité accorder à de telles projections ? Sur quelles hypothèses de travail sont-elles construites ?

L'histoire des élections législatives rappelle que chaque scrutin ne peut se résumer à une loi d'airain qui lierait le score obtenu au premier tour au nombre de sièges emportés par le parti arrivé en tête. Pour une raison simple : l'agrégation nationale des votes par circonscription dissimule des configurations politiques locales fort différentes. Avec 43,1% des suffrages en 1997, la gauche plurielle avait obtenu 319 députés. Avec un score comparable (43,3% des suffrages), l'alliance de droite UMP-UDF a remporté en 2002 une majorité plus substantielle de 385 députés.

Paramètres incertains

Pourquoi une telle différence ? En premier lieu, le niveau de participation joue un rôle primordial. Pour se qualifier au second tour, les candidats doivent obtenir plus de 12,5% des suffrages par rapport au nombre total d'électeurs inscrits. Si la participation frôle le seuil de 60% le 11 juin, seuls les candidats ayant rassemblé près de 21% des suffrages exprimés pourront se maintenir au second tour.

Or, à la différence des scrutins passés, l'offre politique en 2017 est pléthorique (en moyenne qua-

Les estimations ne tiennent pas encore compte des difficultés rencontrées par Richard Ferrand

torze candidats par circonscription), fragmentée (plusieurs candidatures de gauche notamment sous des étiquettes diverses) et inédite (candidatures La République en marche sans passé politique local). Donc, si la participation est fortement différente de celle estimée aujourd'hui, toutes les projections de second tour seront faussées.

Ensuite, le score réalisé par M. Macron au premier tour de la présidentielle bouleverse le clivage bipartisan qui structurerait l'équilibre politique de chacune des circonscriptions. Il est arrivé en tête dans 240 circonscriptions sur 577. Une telle dynamique a quasiment éliminé les chances de victoire socialiste et affaibli celles de la droite. A l'exception des législatives de 1997, qui avaient donné lieu à une centaine de triangulaires, rares seront les circonscriptions où le PS ou Les Républicains pourront tirer bénéfice d'une compétition à trois candidats.

La recomposition de l'espace politique modifie donc en profondeur les configurations attendues du second tour. Ce ne sont plus les duels gauche-droite qui domineront mais plutôt une diversité de duels entre En marche ! et la droite, entre En marche ! et le Front national, entre la droite et le FN, entre La France insoumise et la droite, etc. Chacune

de ces configurations implique de connaître avec minutie les logiques de reports de voix entre premier et second tour. A ce stade, il est difficile d'en apprécier l'exactitude.

Hypothèses fragiles

Simuler le nombre de députés repose ainsi sur des hypothèses fragiles liées au niveau de participation réelle, à l'écart entre le candidat arrivé premier et second, à la configuration des duels de second tour mais également à l'esprit de renouvellement politique souhaité par les Français. Ce dernier point est essentiel pour comprendre la fin d'un modèle notabiliaire qui donnait jusqu'alors un avantage certain aux députés sortants bien implantés.

Enfin, les estimations d'intentions de vote ne tiennent pas compte du préjudice électoral lié aux difficultés rencontrées par le ministre Richard Ferrand. Si cette affaire entraîne une baisse d'1 ou 2 points pour La République en marche, la majorité présidentielle perdrait de 30 à 50 députés par rapport aux estimations.

Malgré ces incertitudes, les instituts se sont fondés sur l'hypothèse que la dynamique lancée par la campagne de M. Macron devrait se poursuivre sur le terrain des législatives : absence de polarisation partisane, nouveaux visages politiques, affaiblissement du socle local des partis... Dans ce contexte, la prime au candidat arrivé en tête au premier tour peut se révéler très payante dans un grand nombre de circonscriptions, selon un principe bien connu des systèmes électoraux anglo-saxons mais inédit en France du « winner takes it all ».

MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF)

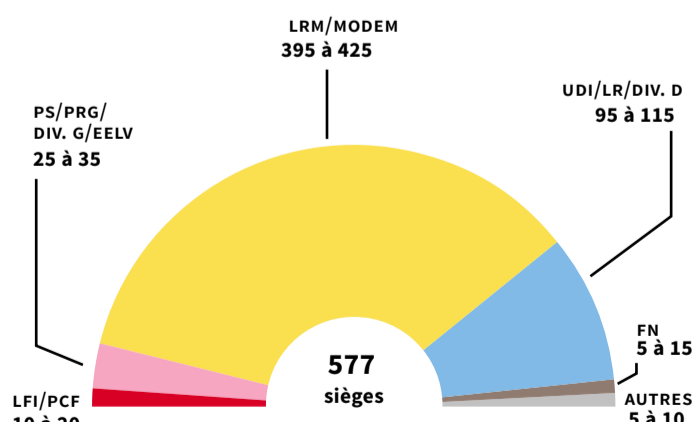
Des réserves de voix à gauche et à droite pour En marche !

Le score de LRM, très homogène, garantit une qualification dans quasi toutes les circonscriptions au premier tour

La modélisation en sièges de la composition de l'Assemblée nationale a été élaborée par Ipsos à partir de l'historique électoral de chaque circonscription – législatives 2012 et présidentielle 2017 pour tenir compte de la nouvelle offre politique, notamment La République en marche (LRM) et La France insoumise (LFI) –, de la configuration officielle des candidatures, de la présence ou non du député sortant et enfin, de sondages permettant de mesurer le rapport de force politique au niveau national. En plus du premier tour des législatives, nous avons ainsi pu tester, grâce à l'importance du dispositif mis en place avec le Cevipof, 12 configurations différentes de second tour (duels ou triangulaires) dans les circonscriptions où elles sont susceptibles de se produire.

Les résultats de cette modélisation doivent être appréciés dans leur globalité et dépendent de paramètres qui peuvent évoluer (participation, ici estimée à 61%, accords électoraux locaux, évolution des reports de voix en fonction du résultat du premier tour et

Projection en sièges de l'intention de vote



SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA ET LE MONDE INFOGRAPHIE LE MONDE

de la campagne de l'entre-deux-tours, etc.). C'est pourquoi ils sont présentés en fourchette et ne constituent pas une prévision de la composition de la future Assemblée. En revanche, ils permettent d'évaluer les conséquences globales du rapport de force politique actuel sur la répartition des sièges entre les grandes formations politiques.

Un des enseignements majeurs de cette modélisation concerne LRM qui pourrait obtenir une majorité particulièrement large. Pour le comprendre, il faut prendre la mesure de la spécificité de la situation politique actuelle.

D'abord, l'écart en voix entre LRM et les LR est considérable : 31% contre 22%. Dans les circonscriptions où ces deux forces sont

présentes, il est encore plus élevé : 33% contre 21%. C'est là un élément déterminant qui, s'il n'évolue pas, explique la domination de LRM. En 2012, le bloc de droite traditionnelle avait obtenu un peu plus de 34% des suffrages, soit 12 points de plus qu'aujourd'hui, et faisait quasi jeu égal avec le bloc PS-PRG-divers gauche (34,4%). Rien de tel aujourd'hui.

La « prime au sortant » joue peu

Le deuxième facteur important est que le score de LRM est élevé et homogène sur la quasi-totalité du territoire : il n'y a pas ou peu de zones de faiblesse. Conséquence : cela permet à ses candidats de se qualifier dans presque toutes les circonscriptions où ils sont présents.

Le troisième facteur est l'effet produit par la combinaison des deux premiers : l'écart en voix et l'homogénéité des résultats de LRM font que ses candidats se retrouvent très souvent en tête au premier tour ou faiblement distancés par ses concurrents, y compris dans les zones de force de ces derniers. Cela signifie égale-

ment que dans la plupart des cas, la « prime au sortant » (PS ou LR) joue peu.

Enfin, et c'est là un fait aussi majeur qu'inédit, le positionnement politique de LRM au centre de l'échiquier fait que quelle que soit la configuration du second tour, elle dispose systématiquement de réserves de voix provenant tantôt de la gauche, tantôt de la droite, lorsqu'elle affronte au second tour la droite, la gauche ou le Front national.

La mécanique semble donc implacable. Rappelons toutefois qu'une modification même mineure d'un des paramètres produit des effets extrêmement sensibles en sièges. En 2007, l'UMP perdit une quarantaine de sièges sur la seule question de la TVA sociale, évoquée dans l'entre-deux-tours. Si la campagne électorale ou les répercussions de l'affaire Ferrand modifient ne serait-ce que de 2 points le rapport de force initial, la configuration finale de l'Assemblée peut considérablement évoluer.

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSON)

LES CHIFFRES

« COTE D'AMOUR »

Durant la campagne présidentielle, le Cevipof a demandé aux électeurs, sur une échelle de 0 à 10, s'ils aimeraient ou non les candidats. A la veille du premier tour de la présidentielle, 25% des sondés disaient aimer Emmanuel Macron, comme Jean-Luc Mélenchon (25%), soit à peine plus que Marine Le Pen (23%). A l'inverse, 47% disaient ne pas aimer le candidat d'En marche !, 49% celui de La France insoumise et 62% celle du Front national.

Désormais, la « cote d'amour » du nouveau président a nettement progressé (37% aiment, 29% n'aiment pas et 33% moyennement), quand celle de M. Mélenchon (20% aiment, en recul de 5 points et 53% n'aiment pas, en progression de 4 points) et celle de M^{me} Le Pen (21% aiment, 64% n'aiment pas) se sont sensiblement érodées.